



**HAL**  
open science

## Réforme économique et recomposition politique

Jacques Rupnik, Miroslav Novák, Jiří Kabele, Zora Bútorová, Jiří Patočka

► **To cite this version:**

Jacques Rupnik, Miroslav Novák, Jiří Kabele, Zora Bútorová, Jiří Patočka. Réforme économique et recomposition politique: Cahiers du CEFRES N° 1, La faisabilité socio-politique de la réforme économique en Tchécoslovaquie. Cahiers du CEFRES, 1992, La faisabilité socio-politique de la réforme économique en Tchécoslovaquie, 1f., pp.13. halshs-01168531

**HAL Id: halshs-01168531**

**<https://shs.hal.science/halshs-01168531>**

Submitted on 26 Jun 2015

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# Cahiers du CEFRES

N° 1, La faisabilité socio-politique de la réforme économique en Tchécoslovaquie  
Olivier Bouin, Marie-Elizabeth Ducreux, Fabrice Martin (Ed.)

---

Jacques RUPNIK, Miroslav NOVÁK, Jiří KABELE, Zora BÚTOROVÁ, Jiří  
PATOČKA

## Réforme économique et recomposition politique

---

Référence électronique / electronic reference :

Jacques Rupnik, Miroslav Novák, Jiří Kabele, Zora Bútorová, Jiří Patočka, « Réforme économique et recomposition politique », Cahiers du CEFRES. N° 1, La faisabilité socio-politique de la réforme économique en Tchécoslovaquie, Olivier Bouin, Marie-Elizabeth Ducreux, Fabrice Martin (ed.).

Mis en ligne en / published on : décembre 2010 / december 2010

URL : [http://www.cefres.cz/pdf/c1f/rupnik\\_1992\\_recomposition\\_politique.pdf](http://www.cefres.cz/pdf/c1f/rupnik_1992_recomposition_politique.pdf)

Editeur / publisher : CEFRES USR 3138 CNRS-MAEE

<http://www.cefres.cz>

Ce document a été généré par l'éditeur.

© CEFRES USR 3138 CNRS-MAEE



## Réforme économique et recomposition politique Compte-rendu de la table ronde du 9 juin 1992

*Recréer la démocratie, recréer le marché*

**J. Rupnik, CERI/FNSP**

Comment ancrer le modèle démocratique occidental dans le contexte post-communiste de l'Europe centrale, avec son double héritage: héritage antérieur à la période communiste, qui n'est pas toujours démocratique, héritage communiste, qui ne l'est absolument pas? Ralf Dahendorf a présenté les trois conditions qu'il estime nécessaires à un retour réussi de ces pays en Europe: 1) le changement politique et l'instauration d'un état de droit, 2) l'économie de marché, 3) une société civile. Les difficultés naissent avec la synchronisation de ces trois éléments. Le changement politique s'est effectué rapidement. En six mois, des élections ont eu lieu. Combien d'années seront nécessaires à l'instauration d'une économie de marché (six ans?) et d'une société civile (soixante ans?). Ce problème de rythmes différents des évolutions politique, économique et sociale est déterminant dans cette partie de l'Europe. Il s'agit de détruire l'héritage du totalitarisme, ce qui introduit une certaine instabilité. La question pour ces sociétés est la dose optimale, supportable, d'instabilité. Cette dernière n'est pas identique partout, ainsi la situation en Europe centrale diffère-t-elle de celles des Balkans et de l'ancienne Union Soviétique.

Mes remarques concernant le niveau politique sont centrées sur le passage du pluralisme politique à la fragmentation: à l'Ouest, nous connaissons deux théories principales sur le pluralisme politique: celle qui le fait dériver du pluralisme social, celle qui découle de la confrontation des modèles politiques de la droite et de la gauche. La situation post-totalitaire en Europe centrale n'a correspondu à aucun de ces deux modèles. Dans la première phase, celle qui suit la chute du communisme, la société ne se voit pas comme différenciée. Son identité s'appuie sur les concepts unificateurs de peuple, de nation, de société, et même de "société civile", concept si essentiel à la dissidence et qui s'est imposé après le mois de novembre 1989. Le problème posé par la transition vers la démocratie est celui du passage à une représentation politique moderne et à la légitimation du conflit en tant qu'élément naturel de la société démocratique. Ceci a été observé avec le Forum civique en Tchécoslovaquie, Solidarité en Pologne, Démos en Slovénie, et, sous forme de manipulation, Front du Salut National en Roumanie.

La seconde phase, c'est la désintégration de ces coalitions. Nous l'avons d'abord observé en Pologne (dans le conflit entre Mazowiecki et Walesa), puis en Tchécoslovaquie (avec la scission du Forum civique), en Roumanie (scission entre les partisans d'Illiescu et ceux de Roman), en Slovénie (dislocation du mouvement Démos)... C'est la phase d'instauration du pluralisme politique, et le motif principal de scission est l'accélération des changements. Deux éléments-clés sont mis en avant: la destruction plus radicale de l'héritage totalitaire, et la décommunisation, point de dissension principal entre le Parti démocratique civique de V. Klaus et le Mouvement civique de J. Dienstbier en Tchécoslovaquie. Nous pouvons également réfléchir à la manière dont on fait usage du thème de la décommunisation pour créer une nouvelle identité politique.

La troisième phase est celle de la fragmentation. Après une période totalitaire, chaque composante de la société semble avoir besoin de s'identifier, de proclamer sa "souveraineté" (terme fréquemment et abusivement employé en Europe centrale post-communiste et dans l'ex-Union Soviétique, aboutissant à la "guerre des souverainetés"). Il s'agit ici d'un problème national, et même régional. Chaque groupe ethnique, chaque ville prétend à l'exercice de sa "souveraineté". Ainsi se développe une conception corporatiste des partis politiques. Dans le même temps, apparaîtront, espérons-le, de nouvelles formes d'intégration.

Dans le domaine politique, le système électoral favorise cet état de fait. Si la représentation proportionnelle a été choisie dans la plupart des pays post-communistes, c'est parce qu'avec le renouveau de la démocratie, chaque sujet politique a besoin de s'identifier. Cette phase de représentation proportionnelle est naturelle, mais on peut s'interroger sur la possibilité de remplacement du mode de scrutin, puisque un parlement élu à la proportionnelle pourra difficilement le changer. Mais ce système électoral reflète cette fragmentation, et

nous voyons jusqu'où il mène, à travers l'exemple de la Pologne, où il a fallu plusieurs mois pour que se forme un nouveau gouvernement, qui ne dura lui-même que quelques mois.

Toute l'Europe centrale encline à expérimenter le "syndrome polonais". La plus grande menace est la paralysie des institutions politiques. Nous aurons un parlement fragmenté, mais les constitutions de ces pays sont parlementaires, le président ne dispose pas de larges compétences, parce que cela n'était pas nécessaire dans les régimes communistes antérieurs, où le secrétaire général du parti prenait les décisions. Ceci est une des différences entre l'Europe centrale et l'Europe balkanique, où le système est présidentiel, avec un président élu au suffrage universel direct. La Pologne souhaitait elle aussi un système parlementaire et préparait en ce sens une nouvelle constitution, mais Lech Walesa a résolu ce différend constitutionnel essentiel par sa campagne électorale. La paralysie du parlement est aujourd'hui compensée par une forte autorité de l'exécutif. Les efforts déployés par le président Havel pour élargir ses pouvoirs ne relevaient pas d'une ambition mégalomane, mais tenaient à une certaine paralysie des institutions parlementaires, en particulier dans une situation tchécoslovaque complexe. Il fallait renforcer la fonction du chef de l'Etat comme facteur de compensation. Le président n'y est pas parvenu, et il est difficile de dire si une nouvelle constitution consacrerait le renforcement de la fonction de président. Ce différend constitutionnel se produit dans le cadre d'une crise de l'autorité de l'Etat et de la légitimité des lois, parce que les institutions -- qui représentent cette autorité et ces lois, il en est ainsi de la police, de la justice... -- sont elles-mêmes compromises ou identifiées au régime précédent.

L'émergence d'une culture politique nouvelle conditionne la transition vers la démocratie. C'est une question de continuité politique, d'agents de transmission de cette continuité (institutions, partis politiques, journaux...). Nous savons combien il est difficile, et pas uniquement en Tchécoslovaquie, de renouveler une tradition, nous assistons le plus souvent à un collage de divers morceaux de culture politique. En Hongrie, la dissension traditionnelle entre "urbanistes" et "populistes" demeure importante aujourd'hui. Toutefois, elle n'est plus suffisante, et il s'agirait d'une simplification excessive de limiter la situation politique à ce schéma. De nouvelles forces émergent en Hongrie, tel le libéralisme et la démocratie chrétienne de type occidental. Ces orientations connaissent actuellement un réel développement. Néanmoins, qui sait quelle influence sur la répartition des forces aura le glissement de la Slovaquie vers le populisme nationaliste? On peut supposer que la tendance nationaliste s'intensifiera aussi en Hongrie. L'intérêt porté par la population hongroise à sa minorité de Slovaquie deviendra alors un thème principal (sans oublier la Transylvanie et le Voïvodine). En Pologne, on attendait un parti chrétien-démocrate fort, pourtant toutes les tentatives ont jusqu'à présent échoué. Il apparaît donc qu'on ne peut déduire une culture politique nouvelle, ni de la tradition politique, ni de la configuration religieuse, ni l'orientation culturelle de la société. En Slovaquie, on pouvait également supposer que la principale force politique serait la démocratie chrétienne de I. Čarnogursky (ancien Premier ministre slovaque jusqu'aux élections de juin 1992), mais l'élément nationaliste et populiste ne s'est plus intégré à la démocratie chrétienne, il a suivi d'autres voies, dont nous n'avons pas fini de voir toutes les conséquences.

On ne saurait non plus se baser sur la culture politique de la dissidence. Elle était importante pour la première phase, ainsi pouvons-nous distinguer les pays qui possédaient une dissidence de ceux qui n'en avaient pas. Peu importe que cette dissidence ait été massive, comme en Pologne, où réduite à des cercles d'intellectuels, comme en Tchécoslovaquie et en Hongrie. Sa présence a créé une certaine culture politique, un certain langage politique, ce qui a revêtu une importance cruciale dans la période de transition. Cela signifiait l'existence d'une alternative capable de concevoir un programme démocratique et des institutions démocratiques. Toutefois, dans la seconde et la troisième phase, pluralisme et fragmentation, cette culture politique dissidente ne suffit plus, parce qu'elle est héritée de la lutte contre le totalitarisme, dépendante du concept de société civile unie, privilégiant les valeurs éthiques aux moyens politiques.

Traisons maintenant du passage à l'économie de marché. Nous ne connaissons pas de démocratie qui n'ait pas d'économie de marché. Comment peuvent se former la nouvelle classe des entrepreneurs, cette nouvelle base sociale pour une économie de marché et une société démocratique? Pour l'instant, nous observons l'apparition des entrepreneurs et des investisseurs à partir de deux composantes: la première est liée au développement rapide du marché noir et de l'économie parallèle, en particulier dans le domaine des services, la seconde est la transformation de l'ancienne nomenclature en nouveaux entrepreneurs, de ceux qui convertissent leurs prérogatives politiques du passé en nouveaux privilèges économiques. Ceci est un

phénomène gigantesque en Hongrie et en Russie. Ils sont les acteurs dominants du système économique, et peuvent tirer le plus grand bénéfice de la privatisation dans la mesure où ils ont été les premiers capables de rassembler un capital sous l'ancien régime et sont les seuls à posséder une position leur permettant de participer à la privatisation.

La privatisation suit plusieurs voies: entre autres, la restitution, que tous les pays n'ont pas choisie (la Hongrie l'a refusée), la privatisation par coupons, qui m'intéresse en tant que problème de pédagogie sociale. Après 45 ans de communisme et d'étatisme, si la société doit se réconcilier avec l'économie de marché, on peut considérer que la privatisation par coupons a accompli une grande partie du travail. Huit millions et demi de personnes y ont pris part, et ce moment psychologique est d'une importance capitale. Qu'il soit satisfaisant ou suffisant en tant que solution économique, c'est une autre question. Il sera vraisemblablement insuffisant parce que la privatisation par coupons est un transfert de capital des mains de l'Etat à des mains non-étatiques, mais pas encore privées. En outre, ce système ne résout pas le principal problème de la privatisation: l'apport de capital nouveau. Mais d'où pourrait venir ce capital nouveau? Certains pays veulent faire du capitalisme sans capital. Il ne peut venir que de l'extérieur, posant ainsi la question de la dépendance économique. Les pays d'Europe centrale découvrent simultanément souveraineté politique et dépendance économique. En soi, ce problème n'a rien de tragique mais est inévitable. L'Espagne, par exemple, s'est retrouvée sous l'influence des grandes sociétés, essentiellement européennes. Toutefois, cette dépendance a contribué à accroître considérablement le niveau de vie et; loin d'entraver le passage à la démocratie, elle l'a au contraire accéléré. Le problème est le contexte dans lequel cette dépendance se crée. Elle était acceptable pour la société espagnole parce que compensée par une intégration à l'Europe démocratique. Mais en Europe centrale, je crains une dépendance sans intégration. Ainsi pourraient apparaître des réactions de nationalisme économique qui feraient le lit du populisme et conduiraient à des sociétés fermées.

Nous avons organisé de nombreux séminaires sur les modèles de transition vers la démocratie. Il serait intéressant de se pencher sur l'héritage du communisme, en ce qui concerne les sociétés, leurs valeurs, la liquidation des élites, de l'héritage égalitaire, de l'héritage étatique, de l'Etat sur lequel on se reposait. Il conviendrait, dans ce contexte, de chercher le degré d'inégalité que peut supporter une société post-communiste. Nous voyons d'ores et déjà une différenciation sociale, une montée du chômage. Comment la société va-t-elle réagir? En tant que politologue, je constate un grand problème de langage politique, de dictionnaire politique, discrédité par le communisme. Comment nommer la dimension sociale en période post-communiste? En Tchécoslovaquie, l'héritage communiste local est lourd, les 14% de voix obtenus par les communistes l'attestent aujourd'hui, et cette mentalité était sûrement encore plus répandue. Des concepts comme la droite et la gauche n'ont pas encore de signification réelle, et il revient aux intellectuels de créer un nouveau dictionnaire politique.

En conclusion, je voudrais revenir sur la différence entre l'Europe centrale et les Balkans. Elle tient au rapport entre Etat et société civile, au rapport entre nationalisme et communisme, elle est liée non seulement à l'héritage historique et culturel, mais aussi à l'expérience communiste. Il y eut trois grandes crises du pouvoir communiste en Europe centrale (1956 en Hongrie, 1968 en Tchécoslovaquie, 1980 en Pologne). Les trois crises balkaniques (Tito en 1948, Envers Hodja en Albanie au début des années 60, Ceausescu en Roumanie à la fin des années 60) ne mettaient pas en jeu le changement des rapports entre Etat et société, mais l'autonomie de l'appareil communiste envers Moscou. A partir de cet héritage-là, les questions se posent tout à fait autrement. En 1989, les révolutions se sont déroulées différemment dans les Balkans et en Europe centrale. Les communistes ont gagné les premières élections en Roumanie, en Bulgarie, en Serbie et en Albanie. L'opposition et la société civile étaient plus fortes en Europe centrale. Cette différence est-elle fondamentale, ou seulement temporaire? L'Europe centrale tend-elle vers une société démocratique et vers l'Europe, tandis que les Balkans tendraient vers la fragmentation et le nationalisme, ou bien l'Europe centrale, elle aussi, peut-elle en période post-communiste succomber à la fragmentation, à la balkanisation et au nationalisme.

## *Le rôle de la réforme économique dans l'émergence des partis politiques*

**M. Novák, Faculté des sciences sociales, Université Charles**

Deux éléments préliminaires de nature à éclairer notre propos. Tout d'abord, en suivant les idées de Hermet (1991), il convient de constater que la transition démocratique recouvre trois niveaux distincts: 1) la mise en place d'institutions démocratiques, 2) l'instauration réelle d'un jeu démocratique fondé sur le respect du droit, un système de partis viable..., 3) le traitement des obstacles économiques de nature structurelle ou conjoncturelle capables de remettre en cause la démocratisation en suscitant la désillusion de la population. Les dirigeants des pays anciennement communistes doivent affronter les trois tâches simultanément, ce qui crée pour eux une surcharge considérable. Ensuite, la transition initiée au sortir de régimes totalitaires revêt un caractère plus global et plus complexe que celles engagées au sortir de régimes autoritaires (Espagne post-franquiste, Chili après Pinochet). Si l'on retient les critères de durée, d'intensité et de débouché pour permettre une typologie sommaire des régimes totalitaires, il apparaît que la Tchécoslovaquie se trouve dans une situation tout à fait spécifique par rapport aux autres pays est-européens. Quatre décennies de régime communiste n'ont pas détruit l'image d'un passé démocratique. L'intensité de la pénétration totalitaire a pourtant été très forte (comparable à celle mesurée en Union Soviétique, en Roumanie, en Bulgarie et en Allemagne de l'Est). Le régime tchécoslovaque s'est caractérisé par une répression totalitaire et une absence totale de réforme économique jusqu'au dernier jour (situation notablement différente de celle observée en Pologne, en Hongrie ou en Yougoslavie). Cette situation pourrait paradoxalement être plutôt avantageuse pour la Tchécoslovaquie: les réformes graduelles pratiquées en Hongrie et en Yougoslavie ont produit des effets mitigés qui ont suscité le scepticisme de la population. Inversement, la Tchécoslovaquie, engagée dans une transition radicale sans expérience antérieure, a peut être plus de chance de réussir.

En Tchécoslovaquie, les premières élections libres de juin 1990 --que les nouvelles autorités souhaitaient provisoires -- ont largement plébiscité le Forum Civique, mouvement né au cours des événements de novembre 1989 et concentrant alors dans ses rangs le noyau d'une opposition multiforme et émergente. Comme le souligne Seiler (1991) "Organisées assez tôt eu égard la transition, les élections libres verront s'affronter le parti totalitaire et un médiateur unique exprimant la volonté de changement de la société civile. Tel fut le cas des élections semi-ouvertes mais libres en Pologne de 1989, des premières élections tchécoslovaques de 1990 ou des élections partielles hongroises de 1988 et 1989. En revanche, lorsque le processus électoral vient couronner une transition cheminant déjà sur les rails, les résultats dévoilent une configuration multipolaire (...) sauf dans les pays où un parti ou un front autonomiste médiatisa l'espérance démocratique en affrontant le parti totalitaire".

I. Gabal, lorsqu'il était le responsable de l'équipe électorale du Forum civique pour les élections législatives de juin 1990, avait expliqué que le Forum devait construire sa campagne électorale en attirant les nombreux partisans inconditionnels de la réforme économique. Selon diverses enquêtes d'opinion, le Forum était essentiellement soutenu par les groupes satisfaits de l'évolution politique et confiants en sa poursuite. Il devait en conséquence s'engager en faveur d'un démarrage et une mise en oeuvre rapide de la réforme économique. Le sort du Forum civique fut alors étroitement lié au sort du projet de réforme radicale et rapide. La thérapie de choc économique prônée par V. Klaus, ministre fédéral des Finances et membre du Forum civique, apparut comme étant la force et la faiblesse du Forum. Une autre conception de la réforme existait en effet en son sein, le courant "social" incarné par V. Komárek (vice premier ministre du premier gouvernement fédéral issu des événements de novembre 1989). L'élection "surprise" de V. Klaus au poste de président du Forum civique le 13 octobre 1990 a témoigné de la large adhésion des délégués régionaux à sa conception de la réforme économique (il recueillit près de 70% de leurs suffrages).

Dès son élection, V. Klaus a souhaité que le Forum civique se transforme en parti politique pour en finir avec son organisation conglomérale. Il déclara ainsi à Lidové Noviny en novembre 1990 "l'idée de l'existence à long terme des simples initiatives civiques est pour moi tout aussi impraticable dans la pratique politique que l'est l'idée de la planification centrale en économie. (...) Je ne pense pas que les initiatives civiques puissent constituer la base de la structure politique dans une situation normale". Dans son programme intitulé "Ce que nous voulons et ce que nous ne voulons pas" présenté en décembre 1990, il ajouta "Pour notre activité politique ultérieure, nous avons besoin d'un parti avec un programme clair dont

l'élément unificateur doit être la réforme économique ayant pour but l'économie de marché, fondée sur la propriété privée. (...) Nous avons besoin d'une structure plus solide, d'un actif de fonctionnaires au niveau local, régional, républicain. La situation nouvelle exige de se demander dans quelle mesure ce principe devrait être complété éventuellement par le niveau fédéral. Dans le cadre d'une telle structure organisationnelle, il me paraît absolument indispensable d'adopter le système de membres individuels".

Le congrès du Forum civique de janvier 1991 décida la transformation du mouvement en parti politique, transformation qui mena le mois suivant à la désintégration complète du Forum. La transformation en parti fut soutenue non seulement par la plupart des délégués du Congrès mais aussi par la majorité relative de l'opinion publique. Rétrospectivement, on peut constater que c'est la fraction de droite conservatrice -- majoritaire au sein du Forum civique -- qui sera associée aux yeux de l'opinion publique avec la réforme économique radicale, en dépit d'une faible représentation dans le gouvernement et au Présidium du parlement. C'est à partir de cette fraction que sera constitué le Parti démocratique civique (dont le président sera V. Klaus). Aucun autre parti n'a depuis lors autant misé sur la poursuite de la réforme économique radicale. Or, cet objectif demeurant prioritaire pour la population de la République tchèque, il n'est pas étonnant qu'elle ait soutenu V. Klaus lors des récentes élections législatives.

#### Références bibliographiques

- I. Gabal, Entretiens, in Respekt, n° 17, avril 1990, n°2, janvier 1991  
G. Hermet, communication au colloque "Les défis démocratiques: De l'Amérique latine aux pays de l'Est", Université de Lausanne, 26/27 avril 1991.  
V. Klaus, Entretien, in Lidové Noviny, 2.11.1990.  
D.-L Seiler, Le cas des partis politiques dans les nouvelles démocraties de l'est-européen, Université de Lausanne, Institut de sciences politiques, 1991, pp. 18-19.

#### *Acteurs politiques: gauche contre droite*

#### **J. Kabele, Faculté des sciences sociales, Université Charles**

La transformation sociale des pays d'Europe de l'Est s'apparente selon Touraine plus à l'effondrement d'un régime qu'à la naissance d'une nouvelle société. En effet, le socialisme réel niait avant tout la subjectivité, et la formation d'une société civile suppose le renouveau de la subjectivité des acteurs sociaux, c'est-à-dire de l'interpénétration de leurs relations et liens mutuels. Il est nécessaire de corriger cette opinion. Le socialisme réel, entendu comme un ensemble de règles de jeu s'avère beaucoup plus stable qu'on ne le pensait. La raison en est que le régime avait ses acteurs et ses responsables qui défendent leurs avantages et le pouvoir de leur clientèle. C'est pourquoi le démontage de l'ancien régime exige un large investissement moral et économique. Parallèlement, il est indispensable de construire le nouveau régime, sinon les mouvements versatiles de l'opinion -- se formant rapidement dans le cadre de la démocratie qui n'a pas de lois ni de tradition -- deviendraient facilement une source d'approfondissement de l'anomie transitoire, qui accompagne naturellement le processus de démontage.

La naissance du nouveau régime est le résultat de trois processus: des négociations politiques au niveau de la conception, de la formation de nouvelles institutions législatives et de la maîtrise pratique des problèmes passés -- ce qui créent des précédents -- pour la solution de situations semblables à l'avenir. Cet état d'anomie transitoire produit obligatoirement une institutionnalisation par le haut (le normativisme juridique est une caractéristique de cette société, c'est-à-dire qu'elle est convaincue de la possibilité de changer la société par les lois) mais aussi par le bas, par la maîtrise pratique des problèmes par les institutions et par les citoyens. L'institutionnalisation programmée, institutionnalisation officielle concurrence l'institutionnalisation spontanée qui elle est dominée par les sujets sociaux en train de "s'organiser".

Mais le démontage et la construction d'un nouveau régime n'épuisent pas la transformation sociale qui est aussi une transformation dramatique. Elle représente l'écroulement hétérogène du temps social et l'entrée dans le provisoire marqué par la "manio-dépressivité" de l'action sociale. Dans ce type de période, les gens

et les institutions agissent au premier niveau en accord avec des "histoires d'eux-mêmes" établies de manière fragile et ad hoc, à l'aide desquels ils essaient de combler les discontinuités historiques et biographiques. La reconstruction narrative de l'espace-temps social figure une relecture radicale de l'histoire et une nouvelle organisation du projet du futur, dont l'entrelacement crée graduellement une histoire partagée universellement de la "juste voie". Le cadre déterminant de cette histoire de la société a été accepté massivement à la fin de l'année 1989 en tant que retour en Europe au sein des Etats démocratiques. L'anomie transitoire est de plus sérieusement remise en cause par l'attitude des nationalistes slovaques qui offrent une histoire alternative de l'émancipation nationale culminant dans l'Etat slovaque.

La confrontation droite/gauche se déroule au niveau de la transformation du régime et de la formulation de l'"histoire constitutive de soi". On peut décrire la polarisation de la scène politique tchèque par la combinaison de deux constructions idéales types: a) Par l'opposition: démocrates contre non-démocrates. L'idéal de la démocratie est si fort que même les non-démocrates s'y réfèrent tactiquement. Les différences se manifestent donc avant tout dans les méthodes utilisées qui doivent être évaluées dans le processus de transformation par égard à leurs effets prévisibles; par exemple, les non-démocrates essaient d'imposer des procédés démocratiques idéaux car ils comptent que ceux-ci contribueront à rendre la société plus chaotique. L'incompatibilité des démocrates et des non-démocrates est encore plus nette dans la reconstruction de l'histoire. b) Par une hiérarchie de position: gauche démocratique - centre - droite démocratique. Cette hiérarchie repose sur un degré différent de confiance dans l'individu et les processus spontanés, d'un côté, et, de l'autre, dans la possibilité de la société d'orienter le développement social. Elle existe dans tous les pays démocratiques.

La transformation sociale en cours dans les pays tchèques est surtout caractérisée par le conflit entre démocrates et non-démocrates, celui-ci se déroule au niveau des sujets politiques mais aussi dans chaque individu. Comme il s'agit d'un conflit réel entre des approches politiques incompatibles, il n'existe pas de position intermédiaire pour chaque point litigieux. C'est la raison pour laquelle les partis qui tentaient de concilier les divergences (par exemple le Mouvement civique) ont essuyé un échec lors des dernières élections.

Les partis peuvent librement dans leur programme mener les électeurs par le bout du nez et leur promettre un ciel d'azur. Dans tous les pays, le peuple est prêt à croire qu'"un tiens vaut mieux que deux tu l'auras". De tels abus d'une situation confuse ne représentent en fait que d'innocentes tromperies en comparaison avec l'escroquerie grandiose que réalise celui qui parvient à convaincre l'opinion publique de la réalité de sa version intentionnellement corrigée de l'histoire. Si les gens croient à une fiction historique, ils perdent leur capacité de jugement. En voulant vivre selon la raison et la vérité, ils peuvent aller jusqu'à soutenir des méthodes et des procédés dont le caractère fallacieux est visible à première vue pour les "non-croyants".

Les sociaux-démocrates par exemple reconstruisent ainsi leur narration de l'histoire: la crise du régime communiste s'est déroulée au nom de principes antihumanistes de la lutte de classe, la crise actuelle se déroule au nom de la démocratie "la plus conséquente", "de la morale la plus pure" et sous le drapeau de la réforme "la plus radicale". La solution réside dans le retour aux idéaux originaux de la révolution, afin d'empêcher une guerre civile discrète. Les citoyens n'ont pas voté en novembre 1989 pour le capitalisme libéral du XIXème siècle au marché non-régulé et au minimum de mesures sociales. Il est nécessaire de remplacer la thérapie de choc par une thérapie basée sur le soutien de la croissance de la production. Le programme politique alliant la restauration de la démocratie à l'appauvrissement de la majorité au profit d'une couche étroite de millionnaires provoque tout au plus par sa brutalité sociale des tentatives de retour au communisme.

Le Parti démocratique civique de V. Klaus conçoit en revanche la transformation comme suit: notre société se trouve placée devant le choix entre son appartenance définitive soit à l'Occident, soit pour de nombreuses années à l'Est. Sur la voie de la reconstruction et de la purification, initiée en novembre 1989, on marche sur une mince couche de glace qui dissimule les profondeurs de l'échec et du chaos. Le régime socialiste instauré par un gouvernement cruel avait au moment de son effondrement la majorité de la population contre lui, et le Forum civique était l'expression de ce consensus. L'accord avec les communistes sur le transfert du pouvoir est allé plus loin qu'il n'était nécessaire, ce qui a provoqué le renforcement des



partisans de la conception de la troisième voie. La transformation économique est menacée au stade où il serait nécessaire d'accepter des sacrifices et alors que la réforme a besoin du plus grand soutien.

Ces deux partis mettent à leur fronton la démocratie, tous deux décrivent une même ligne d'évolution de la société. Nous nous trouvons dans sa phase ascendante qui finira par la chute dans le marasme si les adversaires politiques gagnent les élections.

La droite conçoit la baisse du niveau de vie comme un investissement dans le futur, nécessaire pour que démarre des mécanismes spontanés du marché; la gauche, en revanche, la décrit comme l'expression de la perte du contrôle sur la transformation sociale. La marche de l'économie doit pour cela être fermement prise en main par l'Etat. Chaque parti offre naturellement une vision de l'histoire qui confirme son rôle gouvernemental. Cependant ces modifications ont leur limite, au-delà de laquelle elles deviennent des fictions expressément orientées. Les non-démocrates omettent les problèmes primaires qu'il faut résoudre pour achever la transition, ils soulignent en revanche les effets secondaires et douloureux qui apparaissent au cours de la transition comme un phénomène d'accompagnement inéluctable. Le système électoral proportionnel qui soutient l'existence de partis défendant exclusivement les intérêts de certaines couches et groupes sociaux, facilite le déplacement du centre de l'attention. Le débat sur la conception se change ainsi en question socialement sensible, à savoir qui profite et qui pâtit de la transition.

### *Les élections de juin 1992 vues de Slovaquie*

#### **Z. Bútorová, Institut d'études de l'Europe centrale, Université Komenský**

Je commencerai par un aveu personnel: trois jours après les élections parlementaires en Slovaquie, je trouve difficilement la quiétude et l'équilibre d'esprit. Ceci est d'autant plus paradoxal puisque, grâce à ma participation aux sondages préélectoraux, j'aurais pu anticiper les résultats des élections et m'y préparer psychologiquement. Et malgré cela, un espoir éphémère existait par rapport aux résultats des sondages: s'il se passait en Slovaquie quelque chose similaire à ce qui est intervenu en Grande-Bretagne? Peut-on prévoir la décision de l'électeur post-communiste? Et si chez l'électeur slovaque prédominait son conservatisme de courte durée le dissuadant de faire un nouveau pas dans l'inconnu? Certains sondages pouvaient justifier ces espoirs. Selon le sondage représentatif du Centre pour l'analyse sociale d'avril 1992, la majorité des personnes interrogées admettait que les gens ont pris l'habitude de se plaindre même s'ils ne vivent pas mal; que les gens fournissent peu d'efforts et travaillent peu; que comparativement aux autres pays de l'ancien bloc soviétique, la Tchécoslovaquie a plus de chances d'égaliser l'Occident. Il apparaissait ainsi que les électeurs slovaques étaient capables d'être autocritiques. Et si les partis réformistes et fédéralistes, malgré leur impopularité, atteignaient au moins le nombre de sièges nécessaires pour bloquer au Parlement les lois qui détourneraient la société de la voie empruntée après novembre 1989. Cela ne s'est pas passé. La fragmentation des forces libéralo-conservatrices a produit des résultats catastrophiques. Les partis qui avaient clairement promis la poursuite de la réforme et le maintien de la fédération ne sont pas entrés au Parlement. L'opposition dans laquelle le Mouvement pour la Slovaquie démocratique (HZDS), mouvement hétérogène du point de vue des valeurs et des opinions mais dont les partisans sont unis par la forte personnalité de leader de l'ex-premier ministre V. Meciar occupait une position dominante, célèbre aujourd'hui son triomphe.

Cela a-t-il un sens de revenir sur la motivation des électeurs? Je réponds par l'affirmative parce que la valeur des attitudes dont dépendent les préférences électorales affecte également la période post-électorale. Leur connaissance est la condition d'une appréciation réelle de la capacité de la population slovaque à résister à la montée du nationalisme et du régime totalitaire, au démontage des bases d'une économie prospère et d'une démocratie encore fragile. Comme en République tchèque, une méfiance presque générale est apparue au cours des deux dernières années parmi les citoyens slovaques envers les nouvelles élites. Ils ont été déçus par le fonctionnement des nouvelles Parlements et par les négociations interminables. La nostalgie du régime autoritaire en est sortie renforcée. Le désir d'une politique de fermeté, de décisions énergiques, de l'instauration de l'ordre, d'élimination du chaos et de l'anomie s'est répandu.

Malgré ces ressemblances, le sentiment d'aliénation des citoyens de la Slovaquie par l'élite dirigeante a des racines différentes. En Slovaquie, il dissimule un mécontentement général vis à vis des évolutions depuis novembre 1989, un soutien minoritaire au nouveau régime, une attitude plus conciliante envers les communistes, une méfiance envers la réforme économique radicale ne respectant pas suffisamment les particularités slovaques ou apparaissant même intentionnellement anti-slovaque, une frustration issue de la menace des avantages sociaux, un accent plus rare sur la responsabilité personnelle, une insistance particulière en faveur d'un Etat fort, un plus fort sentiment d'égalitarisme, des tendances significatives de discrimination envers les invalides et les retraités sur le marché du travail, une plus grande méfiance envers les entrepreneurs et la privatisation, des manifestations de sentiments antioccidentaux et antilibéraux.

Cette tension sociale s'est reflétée juste avant les élections dans les relations avec les minorités: l'ostracisme envers les Juifs s'est développé comme s'est accrue la tension dans les relations slovaque-hongroises. Le soutien des citoyens de nationalité slovaque au bilinguisme dans les régions mixtes a diminué. Cette tension a également affecté les relations tchécoslovaques. Au cours des derniers mois, la conviction que l'économie slovaque faisait les frais de la réforme décidée à Prague et que les Tchèques avaient une attitude hautaine envers les Slovaques s'est largement répandue. Malgré cette érosion de la confiance, le nombre des partisans de l'Etat commun (fédération ou Etat unitaire) n'a pas diminué par rapport à leurs adversaires (les partisans d'une confédération et de l'indépendance slovaque). Parallèlement, l'inconsistance et l'incompréhension de l'articulation des diverses formes d'organisation de l'Etat ont perduré. Ceci est en partie la résultante de la rhétorique du HZDS qui a fait propagande en faveur de la confédération comme "forme d'Etat commun".

Que s'est-il réellement passé en Slovaquie? Que prouvent les résultats des élections? En premier lieu, il me semble que les élections en Slovaquie se sont déroulées trop tôt pour que la population traditionnellement conservatrice soit capable de "digérer" et de s'identifier avec les changements socio-politiques radicaux. Il faut souligner que le suivi sociologique des réactions vis-à-vis de la réforme économique en cours n'a en aucun cas confirmé la thèse de l'accroissement de son rejet. Au contraire, des symptômes de réalisme dans l'appréciation de la nécessité des changements et de leur plus large acceptation sont apparus. A titre d'illustration, on peut mentionner les attitudes plus positives envers les formes de privatisations auxquelles les gens ont eu le temps de s'adapter. De même, une perception moins idéologique et plus fine du chômage est apparue: elle met davantage l'accent sur la responsabilité de l'individu de même que sur la qualité de la gestion des entreprises au lieu d'accuser le nouveau régime.

Les premiers commentaires dans la presse tchèque et étrangère caractérisent les résultats des élections en Slovaquie de "victoire du bloc nationaliste de gauche", en soulignant que les Slovaques ont dit un "oui" clair et net à la destruction de l'Etat commun. La presse estime que le maintien de l'Etat commun mettrait en cause la réforme économique et menacerait la démocratie même en pays tchèques. Il me semble que cette interprétation du rejet conscient de l'Etat commun par les électeurs slovaques n'est pas confirmée par les constatations des sondages. Il en découle plutôt que les Slovaques ont exprimé par leur vote leur méfiance envers les conceptions et les partisans de la réforme économique radicale compte tenu de la hausse du chômage et des menaces qui pèsent sur leurs acquis sociaux. Dans la hiérarchie des problèmes sociaux ressentis par les Slovaques, ces questions occupent une place dominante. Les électeurs ont prêté une moindre importance à la solution de l'organisation de l'Etat.

L'hétérogénéité des conceptions de la cohabitation tchécoslovaque est prouvée par le fait que le soutien à l'Etat commun dominait chez les partisans de tous les partis. La seule exception était représentée par le Parti national slovaque (SNS), même si ses partisans ne se sont pas totalement identifiés avec la revendication de l'indépendance de la Slovaquie. Il faut souligner que les partisans de l'Etat commun dominant parmi les électeurs du HZDS (59%). Le projet de formation d'une confédération n'était soutenu avant les élections que par 22% d'entre eux, l'indépendance de la Slovaquie par seulement 19%. Je ne crois pas au bien fondé de l'affirmation d'un rejet conscient de l'Etat commun par les Slovaques. Il serait plus juste de constater la capacité réduite des électeurs à s'orienter dans la multiplication des programmes politiques et de leurs promesses. La population slovaque se caractérise par rapport aux Tchèques par une plus grande atomisation et inconsistance dans la perception des différentes sphères de la vie. Deux années de propagande anti-réforme et anti-fédérale dans la presse slovaque ont porté leurs fruits: le lien entre, d'une part, le désir de prospérité économique et d'une vie digne et, d'autre part, la conviction qu'il est

impossible d'atteindre ces objectifs en révisant le scénario de la réforme économique libérale dans le cadre de l'Etat commun, n'a pas été fait dans les esprits des Slovaques.

La carte politique postélectorale de la Tchécoslovaquie est méconnaissable: j'ai le sentiment que le trait d'union dans l'appellation de l'Etat est devenu un trait de désunion. Les élections ont provoqué une très grande polarisation des forces politiques en Slovaquie et en République tchèque. Le durcissement de ton du discours politique sur la scène slovaque y a d'ailleurs largement contribué. A peine les citoyens étaient-ils sortis des bureaux de vote que le HZDS annonçait avec une brutalité choquante ses intentions qui devaient agir comme des bombes dans les rapports tchéco-slovaques: pas de soutien à la candidature de V. Havel à la présidence, suppression des médias fédéraux selon le modèle yougoslave, transformation de la Tchécoslovaquie en confédération de deux Etats indépendants. Ces signaux sont d'autant plus importants qu'aucune de ces revendications n'a le soutien de la majorité de la population. Sur le même ton et dans le même esprit de confrontation a été formulée la revendication d'une révision de la loi sur la langue administrative et la constatation de l'existence de droits trop importants pour la minorité hongroise en Slovaquie. Ce nouveau ton suscitera sûrement une réaction d'irritation chez les dirigeants hongrois, conscients de l'aversion des Hongrois de Slovaquie envers V. Meciar et son mouvement. L'escalade des tensions entre Slovaques et Hongrois me semble plus que probable, avec les conséquences que cela peut avoir.

L'opinion publique en Slovaquie, trois jours après les élections, me semble paralysée par une attente passive. Il n'y a pas trace d'euphorie dans la perspective de l'"émancipation nationale". Des signes avant-coureurs laissent à penser que le "vecteur force" qui s'est exprimé dans les élections, provoquera probablement une déstabilisation politique de la Slovaquie, des problèmes économiques, un renforcement des tendances autoritaires, une menace de l'évolution démocratique, le chaos moral.

Selon les sondages pré-électorales, les Slovaques liaient l'arrivée au pouvoir du HZDS à de nombreux espoirs. La confiance témoignée par la moitié de la population à V. Meciar, malgré tous les avertissements sur son passé et son profil moral, est un énorme capital. C'est la raison pour laquelle je ne pense pas que les difficultés économiques et sociales ou l'escalade des conflits ethniques puissent conduire immédiatement à une révision ou à un refus de la politique de V. Meciar. Je pense plutôt que les électeurs du HZDS ressentiront d'abord le besoin d'éliminer la dissonance cognitive et resteront loyaux envers leur leader et leur mouvement. L'exacerbation des problèmes pourrait paradoxalement accroître le silence de la "majorité silencieuse". Une partie va accepter le jeu de trouver des boucs-émissaires à l'intérieur comme à l'extérieur, soit parmi les opposants politiques, soit parmi les représentants des minorités nationales.

Pendant les années du régime totalitaire communiste, les liens de solidarité civique avec les personnes injustement poursuivies étaient plutôt faibles. Selon moi, un des aspects positifs de la période d'après novembre 1989 est que les forces antitotalitaires, pro-réformistes et antinationalistes ont pu s'exprimer, se connaître et se rassembler. Maintenant, il s'agit de créer des réseaux de solidarité, apprendre à faire face ensemble aux entorses aux droits de l'Homme et à la limitation de la liberté. Les élections de 1992 ont mis un point final à la révolution de velours en Slovaquie. Elles signifieront pour ses héritiers et ses continuateurs, un appel à faire face à la normalisation de non-velours.

Références bibliographiques:

Problèmes actuels de la Tchéco-Slovaquie, janvier 1992, Bratislava  
La Slovaquie avant les élections, avril 1992, Bratislava

## *Les élites locales et leurs attitudes face à la transition*

**J. Patočka, Institut de sociologie, ČSAV**

Le modèle centraliste d'administration régionale et d'Etat, introduit en Tchécoslovaquie après le coup d'Etat communiste de 1948, a signifié un changement radical dans le processus de décentralisation et de démocratisation de celle-ci, processus de longue durée qui a culminé avant la Seconde Guerre mondiale. Cette rupture de continuité s'est reflétée d'abord dans la destruction de la structure sociale et politique des communautés locales, et dans le remplacement et la dégradation de leurs élites. Encadrés par une double perte d'indépendance, perte de leur autonomie économique et financière, ces changements s'accompagnèrent d'une crise des communautés locales aux conséquences négatives sur l'intégrité locale et régionale des communautés urbaines et rurales avec des déformations profondes dans la vie sociale. L'évaluation de ces processus n'a néanmoins d'intérêt que dans le cadre d'une analyse rétrospective plus large des rôles des communautés locales dans la vie de la société tchèque. La crise permanente des petites communautés en particulier n'est pas une caractéristique spécifique aux pays tchèques, ni une simple conséquence de la période totalitaire. Elle relève plutôt d'une tendance générale en Europe centrale qui résulte des changements démographiques, économiques et culturels des dernières décennies. L'un des problèmes fondamentaux actuellement est la question de la continuité et de la discontinuité de cette évolution. La réalité serait plutôt la recherche d'un nouveau projet pour le présent.

Si l'on comprend la transformation de la société post-communiste comme une séquence de changements successifs, l'image de démontage de l'état antérieur ne saurait suffire à elle seule. Dans le même ordre d'idée, la question de savoir jusqu'à quel point serait possible un retour à l'état qui prévalait il y a plus de quarante ans, restera sans réponse. En fait, l'évolution entamée depuis novembre 1989 implique l'irrécevabilité des conceptions prétendant à une complète restauration de l'état d'avant 1948, en général comme dans les aspects concrets de la vie quotidienne. Tous les changements importants de ce siècle, l'instauration de la première République orientée vers l'Occident, les persécutions de la Seconde Guerre mondiale, le coup d'Etat de 1948 et les purges périodiques qui ont suivi, ont été une menace pour les élites sociales. Privés de leur influence politique et économique, ces couches sont tombées dans une moyenne anonyme pour être remplacées par de nouvelles pseudo-élites provenant de couches sociales inférieures, mais aussi par des élites des régimes précédents ainsi reclassés.

Au niveau global de la société, les processus de transformation sont contradictoires et difficilement saisissables. En revanche, au niveau des communautés locales, il est possible de décrire et d'analyser la situation de manière plus concrète, malgré des différences significatives entre les régions, les villes et les communes. Comment les traditions anciennes de démocratie locale se mêlent au développement actuel de la vie politique et sociale? Comment agit l'inertie de l'évolution des dernières décennies, en particulier sur la pensée et le comportement des individus? Quel poids attribuer à l'introduction de nouveaux éléments et modèles de vie dans le cadre de la reconversion sociale actuelle?

Ainsi, l'analyse de l'état de la transformation sociale et de ses perspectives se concentre autour de trois axes fondamentaux:

1. La tradition. Par quoi peut-on caractériser l'évolution des traditions dans la scène politique locale, quels en sont les caractéristiques et les fonctions, comment et par quelles canaux influencent-elles la société contemporaine?
2. L'inertie. Comment se poursuivent les processus engagés au cours des décennies précédentes, quel poids ont-ils dans la vie actuelle des communautés locales et dans quelle mesure peuvent-ils soutenir, voire menacer, la logique des transformations actuelles ou bien générer leur propre logique évolutive?
3. L'innovation. Comment l'introduction d'éléments nouveaux influence-t-elle la reconstruction du système politique et économique, comment les influences extérieures se manifestent-elles, par quels moyens et quelles voies s'impose la diffusion sociale et locale des innovations et qui sont leurs vecteurs? Ce domaine comprend aussi l'étude de la créativité propre aux communautés locales et la recherche de voies et de réactions spécifiques aux nouvelles conditions de la vie politique et économique.

Jusqu'à présent, la réflexion sur les problèmes de reconversion sociale s'est plutôt concentrée sur ses aspects innovants; si l'on y regarde de plus près, il est évident que leur fonction et leurs effets dans la vie des

communautés locales sont conditionnés par des modèles relativement stables de vie sociale de ces communautés, modèles sans lesquels on ne peut guère les interpréter. Si nous mettons au contraire l'accent sur l'inertie de l'évolution et sur la recherche des causes de la faible capacité d'adaptation des communautés locales aux nouvelles conditions économiques, l'opposition continuité-discontinuité s'impose. Ses manifestations extérieures principales sont la désorientation des hommes politiques locaux et de la population devant l'évolution politique actuelle, qui s'explique par leur interprétation souvent inadéquate des nouveautés en provenance du monde de la "grande politique", et par des attitudes d'attente et de passivité.

Un autre angle d'observation des processus de transformation sociale est l'étude des contradictions entre, les traditions de démocratie locale et les nouvelles formes d'autogestion, et l'organisation de la vie politique locale telle qu'elle s'est développée après-guerre dans les pays occidentaux et telle qu'elle est propagée par la nouvelle administration d'Etat au nom de la modernisation. Au niveau local, ces différences se traduisent par un nouveau conflit entre le traditionalisme et le modernisme, conflit que la société tchèque a déjà vécu plusieurs fois dans ce siècle, et dont l'issue s'est toujours accompagnée dans la vie locale une déstabilisation suivie d'un conservatisme.

Pour répondre à ces questions, une enquête sur les communautés urbaines a été lancée par l'Institut de sociologie. Elle suit pour un échantillon de 35 communes les premières réactions des communautés locales aux changements postérieurs à novembre 1989 et documente leur évolution politique au moment des élections parlementaires et communales. Le processus de transformations sociales à l'échelon local peut être apprécié grâce à la comparaison d'enquêtes sur les communautés de plusieurs villes et régions tchèques, enquêtes effectuées selon des méthodes semblables entre 1988 et 1992 dans les villes de Vamberk, Pardubice, Brtnice, Blatná et Český Krumlov et dans le district de Cheb en 1989. Ces enquêtes révèlent des traditions relativement fortes dans le domaine de l'autogestion et de la démocratie locale. Ce sont justement ces traditions qui ont joué un rôle important au cours de la période d'oppression politique et leur maintien a contribué à préserver un minimum de liberté personnelle chez les individus et d'influence des communautés locales dans les prises de décision. Ces enquêtes, permettent de dégager les caractéristiques suivantes:

- Une distanciation par rapport à la politique officielle introduite verticalement au niveau local par l'administration d'Etat, par les ministères, par le parti communiste et son appareil répressif.
- La nécessité générale d'un consensus social au sein de la communauté locale pour imposer la moindre décision et pour résister aux décisions venues de l'extérieur.
- La réinterprétation locale des intentions, des ordres et des décisions venues des organes suprêmes d'Etat en relation avec la "filtration sociale" des décisions déjà prises et dont l'acceptation formelle a débouché sur leur modification ou leur négation totale.
- L'aversion envers tout extrémisme politique à mettre en liaison avec la capacité d'adaptation politique et le conformisme extérieur dans un contexte de flexibilité morale et politique des citoyens et des organes locaux dirigeants.
- Le très haut degré de tolérance morale au sein des communautés locales accompagné d'un fort pragmatisme dans le processus de prise de décision.
- Un scepticisme envers les idéologies en tout genre, de même qu'envers tout plan et tout projet motivés politiquement, la confiance en ses propres forces et les structures sociales internes à la communauté locale.
- La fermeture progressive de la vie sociale, l'orientation vers la vie individuelle et familiale, l'atomisation sociale de la société.
- L'assimilation sociale progressive des influences extérieures, leurs insertions ou leur réinterprétation dans les traditions locales de la communauté, de ses structures sociales ou des modèles locaux de comportement politique.
- L'aversion générale envers toute manifestation de la politique ou tout endoctrinement, officiel comme informel, et une tendance à évaluer, selon des critères non-politiques, la politique et les élites locales.
- L'absence de représentations constructives propres concernant le développement de la communauté locale, l'inexistence d'un projet pour le futur.

Il est paradoxal que la plupart des aspects mentionnés de la résistance locale soient réapparus, voire se soient accentués, après la chute du régime totalitaire. La question est donc de savoir dans quelle mesure la tradition qui change et le conservatisme local en tant que tel peuvent freiner le processus de reconversion sociale et bloquer la formation de nouveaux modèles viables de démocratie locale. Dans ce contexte, le nouveau gouvernement devra être sensible aux intérêts locaux et régionaux dans la mise en oeuvre de la réforme économique et politique, et il lui faudra veiller au caractère social des lois nouvellement adoptées.

Les résultats des processus d'adaptation aux changements extérieurs et des processus d'innovation sont très importants pour l'image finale de la société, compte tenu du poids des habitants des petites agglomérations dans la population tchèque. C'est de ce point de vue que le rôle des élites locales est généralement reconnu indiscutable dans la vie des communautés locales.

Les élites sociales des petites villes et communes tchèques hésitent pour l'instant à entrer de manière énergique dans la vie politique de la société et leurs attitudes sont imitées par la campagne tchèque. C'est pourquoi les centres politiques leur reprochent leur esprit rétrograde et les accusent de freiner la réforme politique et économique. C'est qu'elles cherchent à comprendre l'orientation, les repères et la logique des événements actuels à travers leur tradition et leur culture politique. Elles évaluent leur chance dans le monde à venir.